

Inclusion des personnes à besoins spécifiques : cadre et expérience algérienne

Cadre légal et politique en Algérie

En Algérie, la reconnaissance des droits des personnes en situation de handicap est plus récente, mais en progression notable. La loi n° 02-09 du 8 mai 2002 relative à la protection et à la promotion des personnes handicapées constitue la pierre angulaire de cette reconnaissance. Cette loi définit le handicap conformément à la notion bio-psycho-sociale et prévoit des mesures de prévention, de réadaptation, d'éducation et d'insertion sociale et professionnelle (Journal Officiel de la République Algérienne, 2002, art. 1).

La loi impose la création d'établissements spécialisés et la mise en place d'un système de protection sociale (art. 5, 6). Elle reconnaît aussi le droit à l'éducation inclusive, bien que la mise en œuvre reste partielle (Belkacem, 2017, *L'inclusion scolaire en Algérie*, p. 38).

Par ailleurs, l'Algérie a ratifié la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) en 2009, qui engage le pays à garantir l'égalité d'accès aux droits fondamentaux, notamment l'éducation, l'emploi, et la participation sociale (ONU, 2006; ministère algérien des Affaires sociales et de la Solidarité, 2015).

Expérience et pratiques d'inclusion

L'inclusion scolaire en Algérie progresse, mais elle fait face à plusieurs défis. Les écoles ordinaires restent souvent peu adaptées aux besoins spécifiques, faute de formation adéquate des enseignants, d'infrastructures accessibles et de ressources pédagogiques adaptées (Belkacem, 2017, p. 42).

Cependant, des initiatives locales, parfois soutenues par des associations, visent à renforcer l'intégration sociale et scolaire. Des projets pédagogiques individualisés commencent à être expérimentés, avec la collaboration entre parents, enseignants et équipes pluridisciplinaires (Benyoucef, 2019, *Education inclusive et handicap en Algérie*, p. 52).

Sur le plan social, les politiques publiques s'orientent vers une meilleure accessibilité des espaces publics et un soutien accru à l'emploi des personnes handicapées, avec des incitations pour les employeurs et la création de centres de formation adaptés (Ministère du Travail, 2018).

Enjeux psychologiques de l'inclusion

L'approche psychologique algérienne de l'inclusion s'inspire des modèles européens mais cherche à intégrer les spécificités culturelles. L'enjeu est de favoriser l'estime de soi, l'autonomie et la participation sociale dans un contexte où la stigmatisation et les barrières sociales demeurent fortes (Belkacem, 2017, p. 55).

Les professionnels insistent sur la nécessité d'une sensibilisation collective et d'un accompagnement psychoéducatif adapté pour améliorer la qualité de vie et l'autodétermination des personnes à besoins spécifiques (Benyoucef, 2019, p. 60).